trice, lumière ou chaleur, avant que leurs prix respectifs n'aient été ainsi déterminés.

180. Les locataires ou fermiers devront commencer leurs travaux d'installation dans les deux ans qui suivront la date de ce bail et les terminer, au plus tard, cinq ans après ladite date, de manière à être en mesure de produire une force motrice de 2,000 chevaux (horse-power).

190. A l'expiration de ladite période de 63 ans, si le Gouvernement alors au pouvoir refusait de continuer le présent bail, les locataires ou fermiers auront le droit de se faire payer par le Gouvernement la valeur qu'auront, à cette époque, leurs bâtiments, machineries, outillage et matériel d'exploitation, et rien de plus. Cette valeur sera déterminée au moyen d'une estimation qui en sera faite par trois experts évaluateurs, l'un d'eux devant être désigné par le Gouvernement, le second par les locataires ou fermiers, et le troisième nommé par les deux premiers; et si ceux-ci ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur cette nomination, le troisième expert serait alors choisi par le juge en chef de la Cour de la Province de Québec. Aucune indemnité ni compensation ne pourra être réclamée pour perte de franchise, ni pour aucune raison quelconque, ni pour quelque objet que ce puisse être, autre que ce qui est ci-dessus mentionné.

Le Ministre recommande, en outre (sans qu'il lui paraisse nécessaire de le stipuler expressément dans le bail), qu'il doit être entendu que les locataires ou fermiers devront, en tout temps, agir dans un esprit de justice et d'équité au regard des détenteurs de baux actuellement consentis par le Gouvernement; qu'ils ne devront pas mettre fin à ces baux (si ce n'est pour les remplacer par de nouveaux qui seraient consentis directement par eux-mêmes, si on le leur demande) à moins de circonstances impérieuses, c'est-à-dire si cette mesure devenait indispensable à cause des besoins de leur propre industrie, ou bien si l'attitude desdits locataires actuels justifiait pleinement cette réalisation; qu'ils ne devront pas non plus augmenter indûment les fermages de ces locataires.

Il doit être expressément entendu qu'en imposant ces conditions le Gouvernement a pour but de protéger contre l'arbitraire et les mauvais procédés tous ceux à qui il a déjà concédé des privilèges, lesquels selon toutes probabilités leurs seraient continués si le canal n'était pas affermé.

Enfin, le Gouvernement se réserve le droit d'expropriation à l'encontre desdits locataires ou fermiers, en tout temps, pendant la durée de leur bail.

Le Comité soumet le présent rapport, pour approbation.

JOHN-J. McGEE,
Greffier du Conseil Privé.

light or heat be collected by the lessees unless and until they have been so determined.

180. The lessees shall have commenced their work of development within two years from the date of the lease, and shall complete the said works within five years therefrom, to such extent as to be in condition to supply power equivalent to 2,000 horse-power.

190. At the close of the said period of 63 years, should the Government of that day decline to grant an extension of the lease, the lessees shall be entitled to be paid by the Government the then actual value of their buildings and plant and no more, such value to be ascertained by an appraisal to be made by three valuers, one to be appointed by the Government, one by the lessees, and the third by the two so appointed, or failing their agreement as to the third valuator, by the Chief Justice of the Superior Court of the Province of Quebec, no compensation to be paid for loss of franchise, nor on any ground or for anything whatever except as above stated.

The Minister further recommends that though not necessarily to be expressed in the lease itself, it must be understood that the lessees will at all times, deal with the present holders of Government leases in a fair and reasonable spirit, not exercising rights of terminating leases (save for the purpose of issuing new leases direct to the parties from themselves, if so desired) unless either the circumstances of their own business requirements render such action necessary, or the conduct of the said present lessees renders cancellation proper and justifiable; nor shall they unduly raise the rentals of such leases; it being expressly understood that the object of these provisions is to protect the present lessees against any harsh or arbitrary stoppage of privileges now enjoyed under the Government, and with which, but for the action now contemplated in leasing the Canal, there would, in all probability, have been no interference.

The Government reserve to themselves the right to expropriate the above-mentioned works, at any time during the said lease.

The Committee submit the same for approval.

JOHN J. McGEE,
Clerk of the Privy Council.

DELIBERATIONS

COMMISSION DES FINANCES

Compte rendu de l'assemblée du 1er février

Sont présents: MM. les échevins Payette, président, L.-A. Lapointe, Lavallée, DeSerres, Robinson et Molson.

1.—Soumis et lu un extrait des minutes d'une assemblée de la sous-commission des Finances *re* Entretien des aliénés, ainsi qu'un rapport de M. A. Bienvenu, inspecteur du revenu, au sujet de la responsabilité des parents pour les frais d'entretien des aliénés.

Sur proposition de M. l'échevin Lavallée, il est

Résolu: Que ledit rapport de l'inspecteur du Revenu soit adopté.

FINANCE COMMITTEE

Report of meeting held the 1st of February

Present: Ald. Payette, chairman, L. A. Lapointe, Lavallée, DeSerres, Robinson and Molson.

1.—Submitted and read an extract from the minutes of the Finance sub-committee *re* maintenance of insane; also a report from Mr. A. Bienvenu, revenue Inspector, anent the responsibility of parents for the cost of maintaining insane.

On motion of Ald. Lavallée, it was

Resolved: That the revenue Inspector's report be adopted.